

à supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes prévues au 2° de l'article **L. 2241-1** et à l'article **L. 2241-17**.

Chapitre II : Organisation et fonctionnement

Section 1 : Commission nationale de la négociation collective, de l'emploi et de la formation professionnelle

R. 2272-1

Décret n°2021-788 du 16 juin 2021 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

I. - La Commission nationale de la négociation collective, de l'emploi et de la formation professionnelle comprend :

- 1° Le ministre chargé du travail ou son représentant, président ;
- 2° Le ministre chargé de l'agriculture ou son représentant ;
- 3° Le ministre chargé de l'économie ou son représentant ;
- 4° Le président de la section sociale du Conseil d'Etat ;
- 5° Six représentants des organisations d'employeurs et dix représentants titulaires des organisations syndicales de salariés, représentatives au niveau national interprofessionnel.

II. - Lorsque la commission mentionnée au I est consultée sur les projets de loi, d'ordonnance et de décret relatifs à l'emploi, l'orientation et la formation professionnelles, elle comprend également :

- 1° Le ministre chargé de l'emploi ou son représentant ;
- 2° Le ministre chargé de la formation professionnelle, ou son représentant ;
- 3° Le ministre chargé de l'éducation nationale, ou son représentant ;
- 4° Le ministre chargé de l'enseignement supérieur, ou son représentant ;
- 5° Huit représentants des régions et des collectivités ultramarines exerçant les compétences dévolues aux conseils régionaux en matière de formation professionnelle ;
- 6° Deux représentants des départements.

III.-Lorsque la commission mentionnée au I est consultée sur l'extension et l'élargissement des conventions et accords mentionnés à l' article L. 911-1 du code de la sécurité sociale , ainsi que sur l'abrogation des arrêtés d'extension ou d'élargissement, elle comprend également le ministre chargé de la sécurité sociale ou son représentant, qui assure la présidence de la commission.

IV.-Lorsque la commission mentionnée au I est consultée sur les projets de loi, d'ordonnance et de décret relatifs aux dispositifs d'intéressement, de participation et d'épargne salariale, elle comprend également :

- 1° Le ministre chargé de la sécurité sociale ou son représentant ;
- 2° Sept personnalités choisies en raison de leur compétence et de leur expérience.

R. 2272-2

Décret n°2018-1262 du 26 décembre 2018 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les représentants titulaires des salariés sont nommés par le ministre chargé du travail comme suit :

- 1° Deux représentants, sur proposition de la Confédération générale du travail (CGT) ;
- 2° Deux représentants, sur proposition de la Confédération française démocratique du travail (CFDT) ;
- 3° Deux représentants, sur proposition de la Confédération générale du travail # Force ouvrière (CGT # FO) ;
- 4° Deux représentants, sur proposition de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) ;